

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

21 mars 2022

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code judiciaire en vue
de financer une partie du recours
à la médiation familiale**

AVIS DE LA COUR DES COMPTES

Voir:

Doc 55 **0097/ (S.E. 2019)**:
001: Proposition de loi de Mme Matz et consorts.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

21 maart 2022

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het Gerechtelijk
Wetboek, teneinde gezinsbemiddeling
ten dele te financieren**

ADVIES VAN HET REKENHOF

Zie:

Doc 55 **0097/ (B.Z. 2019)**:
001: Wetsvoorstel van mevrouw Matz c.s.

06635

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)



Avis sur l'incidence budgétaire de la proposition de loi n° 55 0097/001¹

1 Demande d'avis

En application de l'article 79, alinéa 1^{er}, du règlement de la Chambre, la présidente de la Chambre des représentants a demandé à la Cour des comptes, par lettre du 8 février 2022, d'estimer l'incidence budgétaire éventuelle de la proposition de loi n° 55 0097/001 modifiant le code judiciaire en vue de financer une partie du recours à la médiation familiale. La proposition avait été déposée par Mme Vanessa Matz et consorts.

La proposition de loi reprend le texte de la proposition de loi n° 54 2157/001 concernant laquelle la Cour avait déjà adressé un avis à la Chambre le 23 juin 2017 (DOC 54 2157/002). L'avis qui suit se limitera donc à actualiser les chiffres de l'avis de 2017.

2 Modifications proposées

La proposition de loi vise à octroyer des séances de médiation gratuites par un médiateur agréé dans le cadre de différends relatifs à l'autorité parentale, l'hébergement des enfants, les obligations alimentaires à leur égard ainsi que les résidences séparées. Les parties à ces différends ont droit à :

1. cinq séances de médiation gratuites lorsqu'aucun jugement n'a encore été rendu ou aucune convention établie concernant les enfants communs des parties ;
2. trois séances de médiation gratuites lorsqu'un jugement ou une convention doit être revu(e) ; ce jugement ou cette convention doit dater d'au moins un an ;
3. faire rédiger une convention reprenant les accords trouvés.

La proposition de loi ne définit pas la durée maximale d'une séance de médiation. À l'heure actuelle, les bénéficiaires de l'assistance judiciaire disposent de vingt heures de médiation familiale². La proposition de loi ne mentionne qu'un nombre maximum de séances. En théorie, les médiateurs pourraient donc facturer cinq séances de plusieurs heures chacune. Le temps que les médiateurs consacrent à rédiger la convention n'est pas limité non plus. Afin d'éviter tout excès et abus, il peut être opportun de mentionner un nombre maximum d'heures à facturer³.

¹ Approuvé le XX XX 2022 par l'assemblée générale de la Cour des comptes en exécution de l'article 79 du règlement de la Chambre des représentants.

² Arrêté royal fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 21 février 2005 modifiant le code judiciaire en ce qui concerne la médiation et portant exécution de l'article 692 du code judiciaire.

³ La proposition de loi indique uniquement que le Roi établit le tarif. L'article 692 du code judiciaire dispose que « *le Roi détermine, s'il échet, les modalités d'exécution du présent article* ». La mention au § 2 de la proposition de loi à l'examen semble uniquement impliquer que le tarif peut être défini et non que le Roi peut aussi déterminer un nombre maximum d'heures.



L'estimation qui suit se base sur le nombre d'heures que dure habituellement une médiation. Le coût pourrait toutefois augmenter si un nombre d'heures significativement supérieur est facturé.

En outre, de manière générale, on peut se demander comment contrôler si la demande de remboursement porte uniquement sur les affaires familiales relatives aux différends énumérés dans la proposition de loi. Les médiateurs risquent aussi de se faire rembourser abusivement leurs séances relatives à des affaires autres voire non familiales, ce qui peut augmenter le coût inefficacement.

3 Incidence budgétaire

L'incidence budgétaire peut être scindée en deux types de coûts. D'une part, l'État prend en charge des séances de médiation actuellement payées par les parties concernées. D'autre part, une médiation gratuite peut conduire à traiter à l'avenir en médiation des affaires aujourd'hui réglées devant le tribunal. Ces deux aspects sont estimés séparément ci-après.

La proposition de loi précise que le tarif du remboursement est établi par le Roi. Le tarif final n'est donc pas encore fixé.

La Cour des comptes utilise dès lors deux hypothèses. D'une part, le coût pourrait équivaloir à l'indemnité que les médiateurs reçoivent pour les bénéficiaires de l'assistance judiciaire, soit 49,37 euros de l'heure, majorée d'une indemnité forfaitaire de 61,72 euros par médiation⁴.

D'autre part, il est possible d'appliquer le coût réel de la médiation familiale, qui peut être évalué à environ 100 euros de l'heure en moyenne selon le baromètre de la médiation 2018 de la Commission fédérale de médiation.

Faute de chiffres quant au nombre de médiations précédant ou suivant le jugement, l'estimation se basera sur une évaluation maximale, en supposant que chaque médiation comporte cinq séances.

Dans son avis précédent, la Cour a estimé la durée d'une séance de médiation à 1,5 heure et la rédaction d'une convention à 2 heures de travail⁵, soit 9,5 heures au total. Selon le baromètre de la médiation 2018, une médiation familiale dure en moyenne 10 heures⁶. Le coût d'une médiation est donc le suivant pour chacune des hypothèses :

⁴ Les bénéficiaires de l'assistance judiciaire disposent à l'heure actuelle de vingt heures de médiation familiale, prises en charge par l'État au tarif horaire de 40 euros à indexer, conformément à l'arrêté royal fixant la date d'entrée en vigueur de la loi du 21 février 2005 modifiant le code judiciaire en ce qui concerne la médiation et portant exécution de l'article 692 du code judiciaire. Les tarifs actuels sont ceux de la circulaire 131/7 relative à l'indexation des montants pouvant être imputés par les personnes requises par les autorités judiciaires afin de prêter un service générant des frais de justice en matière pénale.

⁵ Voir DOC 54 2157/002.

⁶ Enquête pour le compte de la Commission fédérale de médiation. Cet avis utilise aussi bien le baromètre de 2018 que celui de 2021. Le baromètre 2021 ne comporte aucune information sur la durée d'une médiation. Pour les tarifs et le nombre de médiations, c'est toutefois le baromètre 2021 qui est utilisé afin d'exploiter les chiffres les plus récents.

Tableau 1 – Coût par médiation familiale (en euros)

	Hypothèse 1	Hypothèse 2
Honoraires par heure	49,37	100
Nombre d'heures	10	10
Indemnité forfaitaire	61,72	-
Total	555,42	1.000

3.1 Médiation familiale existante

Il n'y a pas de chiffres exacts disponibles sur le nombre de médiations familiales. Le baromètre de la médiation 2021 de la Commission fédérale de médiation permet d'en établir une estimation.

Le baromètre 2021 a été réalisé sur la base d'un échantillon de 1.259 médiateurs ayant répondu au questionnaire. En 2021, 47 % d'entre eux étaient agréés comme médiateurs en matière familiale, soit 591 répondants. En 2020, ceux-ci ont mené 4.733 médiations, soit 8 par médiateur agréé en matière familiale. Au 16 février 2022, les médiateurs agréés en matière familiale étaient au nombre de 1.799⁷. Si chacun d'entre eux a conduit 8 médiations, on estime qu'il y a eu 14.401 médiations en 2020.

Toutes les médiations familiales sont toutefois concernées, pas uniquement celles dans le cadre de différends relatifs à l'autorité parentale, l'hébergement des enfants, les obligations alimentaires à leur égard ainsi que les résidences séparées. En outre, les médiations actuelles peuvent inclure des médiations faisant suite à un jugement. Le coût ci-dessous constitue donc une surestimation du coût réel.

Tableau 2 – Coût de la prise en charge de la médiation familiale existante (en euros)

	Hypothèse 1	Hypothèse 2
Coût par médiation	555,42	1.000
Médiations	14.401	14.401
Total	7.998.603,42	14.401.000

Par conséquent, le coût de la prise en charge de la médiation familiale existante peut être estimé à 8 millions d'euros au tarif actuel de la médiation ou à 14,4 millions d'euros au tarif horaire moyen des médiateurs en matière familiale.

3.2 Médiation familiale plutôt que procédure judiciaire

La gratuité de la médiation en matière familiale peut avoir pour conséquence que des affaires familiales actuellement traitées devant le tribunal le soient désormais par médiation. Les parties qui recourent pour le moment à une procédure judiciaire envisageront vraisemblablement plutôt une médiation, qui leur coûtera moins cher qu'une procédure judiciaire.

⁷ Liste de médiateurs consultée via le site web de la Commission fédérale de médiation le 16 février 2022.



Selon le baromètre de la médiation 2018⁸, 70 % des médiations familiales ont une issue positive.

Une augmentation du nombre de médiations pourrait par conséquent réduire le nombre de procès. Malgré le surcoût que représentent les médiations remboursées par l'État, il y aurait également une diminution des dépenses en raison des procès évités.

La Cour n'est pas en mesure à l'heure actuelle d'estimer l'incidence budgétaire de cette nouvelle médiation familiale. D'une part, il n'y a pas de chiffres disponibles sur le nombre de procès dans la matière visée par la proposition de loi. D'autre part, le SPF Justice ne peut pas calculer le coût que représente pour l'État une action en justice devant le tribunal de la famille et de la jeunesse. Il est dès lors possible de calculer le surcoût de la prise en charge de la médiation (voir ci-dessus), mais pas la diminution des dépenses liée aux procès évités.

Toutefois, on peut raisonnablement supposer que le coût d'un procès sera plus élevé pour l'État que celui d'une médiation. L'incidence budgétaire correspondrait donc à une économie nette pour l'État.

4 Conclusion

La proposition de loi n° 55 0097/001 vise à faire financer la médiation familiale en partie par l'État. L'incidence budgétaire de cette proposition de loi est double : d'une part, l'État prendra en partie en charge les médiations familiales existantes ; d'autre part, des procès seront évités grâce au règlement extrajudiciaire des affaires familiales par une médiation.

Concernant l'incidence des médiations existantes, le surcoût sera de 8 millions d'euros au tarif actuel de la médiation familiale en cas d'assistance judiciaire ou de 14,4 millions d'euros au tarif réel actuel des médiations en matière familiale. Il s'agit d'une surestimation, puisque ces montants correspondent au coût de la prise en charge de toutes les affaires familiales. En outre, ces médiations peuvent avoir lieu après un jugement, auquel cas l'État rembourserait un nombre inférieur de séances de médiation.

L'incidence budgétaire des procès évités grâce au règlement par médiation des affaires familiales ne peut pas être estimée vu que le SPF Justice n'a pas de données sur le coût réel pour l'État d'un procès devant le tribunal de la famille et de la jeunesse. On peut cependant raisonnablement supposer qu'une économie nette en découlerait pour l'État.

Il peut être envisagé d'insérer dans la proposition de loi une disposition fixant le nombre maximum d'heures par médiation afin de prévenir tout abus du régime. En outre, un mécanisme de contrôle peut faire l'objet d'une réflexion, afin d'éviter que des médiations dans d'autres matières soient facturées à tort à l'État.

⁸ Le baromètre de la médiation 2021 ne reprend pas de pourcentage de réussite pour les affaires familiales.



Advies over de budgettaire impact van wetsvoorstel nr. 55-097/001¹

1 Vraag om advies

De voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft met een brief van 8 februari 2022 aan het Rekenhof gevraagd om de mogelijke budgettaire impact te ramen van wetsvoorstel 55-97/001 tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, teneinde gezinsbemiddeling ten dele te financieren, door mevrouw Vanessa Matz c.s., overeenkomstig artikel 79 eerste lid van het Reglement van de Kamer.

Het wetsvoorstel is een herneming van wetsvoorstel 54-2157/001, waarover het Rekenhof op 23 juni 2017 reeds een advies uitbracht bij de Kamer (DOC 54-2157/002). Dit advies zal zich daarom beperken tot een actualisering van de cijfers uit het advies van 2017.

2 Voorgestelde wijzigingen

Het wetsvoorstel heeft als doel om gratis bemiddelingssessies toe te kennen door een erkend bemiddelaar in het kader van geschillen inzake het ouderlijk gezag, de huisvesting van de kinderen, de onderhoudsverplichtingen jegens die kinderen en de afzonderlijke verblijfplaatsen. De partijen betrokken in deze geschillen hebben recht op:

1. Vijf kosteloze bemiddelingssessies wanneer nog geen vonnis werd geveld of wanneer nog geen overeenkomst werd vastgelegd omtrent de gemeenschappelijke kinderen van de partijen;
2. Drie kosteloze bemiddelingssessies wanneer een vonnis of een overeenkomst moet worden bijgestuurd. Het vonnis of de overeenkomst moeten minstens één jaar oud zijn;
3. Een overeenkomst laten redigeren waarin hun schikkingen worden opgenomen.

Het wetsvoorstel voorziet geen maximumduur van een bemiddelingssessie. Op dit moment genieten begunstigden van rechtsbijstand twintig uur gezinsbemiddeling.² Het wetsvoorstel vermeldt enkel een maximum aantal sessies. Daardoor is het in theorie mogelijk dat bemiddelaars vijf sessies, telkens van meerdere uren, aanrekenen. Bovendien is ook de tijd die bemiddelaars besteden aan schikkingen niet gelimiteerd. Om excessen en misbruik te voorkomen kan het aangewezen zijn om een maximaal aantal aan te rekenen uren te vermelden.³

¹ Goedgekeurd op XX XX 2022 door de algemene vergadering van het Rekenhof, in uitvoering van art. 79 van het reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

² Koninklijk besluit tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van de wet van 21 februari 2005 tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek in verband met de bemiddeling en tot uitvoering van artikel 692 van het Gerechtelijk Wetboek

³ Het wetsvoorstel vermeldt enkel dat de Koning het tarief bepaalt. In artikel 692 van het Gerechtelijk Wetboek luidt het 'De Koning stelt zo nodig regels omtrent de toepassing van dit artikel.' De vermelding in §2 van het besproken wetsvoorstel lijkt enkel te impliceren dat het tarief kan bepaald worden en niet dat de Koning ook een maximum aantal uren kan bepalen.



Voor onderstaande raming wordt er uitgegaan van het gebruikelijk aantal uren van een bemiddeling. De kostprijs zou echter kunnen oplopen indien een veel hoger aantal uren wordt aangerekend.

Daarnaast kan in het algemeen de vraag worden gesteld op welke manier zal gecontroleerd worden of er enkel terugbetaling wordt gevraagd voor familiale zaken met betrekking tot de geschillen die het wetsvoorstel opsomt. Het risico bestaat dat bemiddelaars ook bemiddeling in andere of zelfs niet-familiale zaken ten onrechte laten terugbetalen. Hierdoor kan de kostprijs ondoelmatig oplopen.

3 Budgettaire impact

De budgettaire impact kan opgesplitst worden in twee soorten kosten. Enerzijds neemt de Staat bemiddelingssessies ten laste die nu door de betrokken partijen worden betaald. Anderzijds kan het kosteloos maken van bemiddeling er toe leiden dat zaken die nu via de rechtbank worden geregeld in de toekomst via bemiddeling zullen worden behandeld. In wat volgt worden beide aspecten apart geraamd.

Het wetsvoorstel preciseert dat het tarief voor terugbetaling door de Koning wordt bepaald. Het uiteindelijke tarief ligt dus nog niet vast.

Het Rekenhof werkt daarom met twee hypothesen. Enerzijds zou de kostprijs gelijk kunnen zijn aan de vergoeding die bemiddelaars krijgen voor begunstigden van rechtsbijstand, ofwel 49,37 euro per uur, plus een forfaitaire vergoeding van 61,72 euro per bemiddeling.⁴

Anderzijds kan de reële kostprijs van bemiddeling in familiezaken gehanteerd worden, wat volgens de Bemiddelingsbarometer 2018 van de Federale Bemiddelingscommissie geschat kan worden op ongeveer 100 euro gemiddeld per uur.

Aangezien er geen cijfers beschikbaar zijn over het aantal bemiddelingen voor of na het vonnis, zal er voor de raming uitgegaan worden van een maximale schatting. Dit wil zeggen dat er wordt verondersteld dat elke bemiddeling vijf sessies inhoudt.

Het Rekenhof raamde in het voorgaande advies de duur van een bemiddelingssessie op 1,5 uur en de redactie van een overeenkomst op 2 uur werk.⁵ Samen komt dit neer op 9,5 uur.

⁴ Begunstigden van rechtsbijstand beschikken momenteel over twintig uur gezinsbemiddeling, ten laste genomen door de Staat aan een te indexerende uurtarief van 40 euro, overeenkomstig het koninklijk besluit tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van de wet van 21 februari 2005 tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek in verband met de bemiddeling en tot uitvoering van artikel 692 van het Gerechtelijk Wetboek. De huidige tarieven zijn deze uit omzendbrief 131/7 over de indexerende van de bedragen die mogen worden aangerekend door de personen die door de gerechtelijke overheden worden gevorderd voor het uitvoeren van een opdracht in een dienstverlenende rol die gerechtskosten in strafzaken genereert.

⁵ Zie DOC 54-2157/002.



Volgens de bemiddelingsbarometer 2018 duurt een bemiddeling in familiezaken gemiddeld 10 uur.⁶ Volgens de twee hypothesen bedraagt de kostprijs van een bemiddeling bijgevolg:

Tabel 1 – Kostprijs (euro) per bemiddeling in familiezaken

	Hypothese 1	Hypothese 2
Ereloon per uur	49,37	100
Aantal uren	10	10
Forfaitaire vergoeding	61,72	-
Totaal	555,42	1.000

3.1 Bestaande gezinsbemiddeling

Er zijn geen exacte cijfers over het aantal bemiddelingen in familiezaken. Aan de hand van de Bemiddelingsbarometer 2021 van de Federale Bemiddelingscommissie kan het aantal bemiddelingen ingeschat worden.

De Bemiddelingsbarometer 2021 werd uitgevoerd bij een steekproef aan bemiddelaars, waarbij 1.259 bemiddelaars de vragenlijst beantwoordden. In 2021 hadden 47% van deze 1.259 respondenten een erkenning als bemiddelaar voor familiale zaken, ofwel 591 respondenten. Deze voerden in 2020 samen 4.733 bemiddelingen uit, ofwel 8 bemiddelingen per bemiddelaar met een erkenning voor familiale zaken. Op 16.02.2022 waren er 1.799 bemiddelaars met een erkenning voor familiale zaken⁷. Als elk van deze 1.799 bemiddelaars 8 bemiddelingen uitvoert, dan werden er in 2020 naar schatting 14.401 bemiddelingen uitgevoerd.

Dit betreft echter alle bemiddelingen in familiezaken, niet enkel de zaken in het kader van geschillen inzake het ouderlijk gezag, de huisvesting van de kinderen, de onderhoudsverplichtingen jegens die kinderen en de afzonderlijke verblijfplaatsen. Bovendien kunnen in de huidige bemiddelingszaken ook bemiddelingen na een vonnis inbegrepen zijn. Onderstaande kostprijs is dus een overschatting van de reële kostprijs.

Tabel 2 – Kostprijs (euro) voor ten laste nemen van bestaande gezinsbemiddeling

	Hypothese 1	Hypothese 2
Kostprijs per bemiddeling	555,42	1.000
Bemiddelingen	14.401	14.401
Totaal	7.998.603,42	14.401.000

Bijgevolg kan de kostprijs voor het ten laste nemen van bestaande gezinsbemiddeling geraamd worden op 8 miljoen euro indien het huidige tarief voor bemiddeling wordt

⁶ Enquête in opdracht van de Federale Bemiddelingscommissie. In dit advies worden zowel de barometer van 2018 als die van 2021 gebruikt. De barometer van 2021 bevat geen informatie over de duur van een bemiddeling. Voor de tarieven en het aantal bemiddelingen wordt wel de Barometer 2021 gebruikt om de meest recente cijfers te gebruiken.

⁷ Lijst van bemiddelaars geconsulteerd via de website van de Federale Bemiddelingscommissie op 16/02/2022.



overgenomen, of 14,4 miljoen euro als het gemiddelde uurtarief van bemiddelaars in familiale zaken wordt overgenomen.

3.2 Gezinsbemiddeling i.p.v. gerechtelijke procedure

Het kosteloos maken van bemiddeling in familiale zaken kan er toe leiden dat familiezaken die momenteel door de rechtbank worden behandeld zullen behandeld worden door bemiddeling. Partijen die momenteel hun toevlucht zoeken tot een gerechtelijke procedure zullen wellicht eerder een bemiddeling overwegen, aangezien dit voor hen goedkoper zal zijn dan een gerechtelijke procedure.

Volgens de Bemiddelingsbarometer 2018⁸ zijn 70% van de bemiddelingen in familiale zaken succesvol.

Een stijging in het aantal bemiddelingen zou bijgevolg een daling in het aantal rechtszaken kunnen teweegbrengen. Hoewel er dus een meerkost is in de vorm van bemiddelingen die de Staat zal terugbetalen, is er ook een daling in uitgaven door rechtszaken die zullen vermeden worden.

Het Rekenhof kan momenteel de budgettaire impact van deze nieuwe gezinsbemiddeling niet inschatten. Enerzijds zijn er geen cijfers beschikbaar over het aantal rechtszaken betreffende de door het wetsvoorstel beoogde materie. Anderzijds kan de FOD Justitie niet berekenen wat de kostprijs voor de Staat is van een rechtsvordering bij de familie- en jeugdrechtbank. Bijgevolg kan wel de meerkost voor het ten laste nemen van de bemiddeling worden berekend (cfr. supra), maar niet de daling in uitgaven door het vermijden van rechtszaken.

Redelijkerwijs kan er wel verondersteld worden dat de kosten van een rechtszaak voor de Staat hoger zullen zijn dan de kostprijs van een bemiddeling. Er kan daarom verondersteld worden dat de budgettaire impact resulteert in een netto besparing voor de Staat.

4 Conclusie

Wetsvoorstel 55-97/001 heeft als doel gezinsbemiddeling ten dele te financieren door de Staat. De budgettaire impact van dit wetsvoorstel is tweeledig: enerzijds zal de Staat de bestaande bemiddelingszaken in familiale zaken deels ten laste nemen. Anderzijds worden rechtszaken vermeden door gezinszaken buitengerechtelijk te regelen via bemiddeling.

Wat betreft de impact van de bestaande bemiddelingszaken is er een meerkost van 8 miljoen euro indien het huidige tarief van gezinsbemiddeling bij rechtsbijstand wordt gehanteerd, of 14,4 miljoen euro indien het huidige reële tarief van gezinsbemiddelingen wordt gehanteerd. Deze raming is een overschatting, aangezien dit de kostprijs is voor het ten laste nemen van alle familiale zaken. Bovendien kunnen deze bemiddelingen ook bemiddelingen na een vonnis zijn, waarvoor de Staat een lager aantal bemiddelingssessies zou terugbetalen.

De budgettaire impact ten gevolge van het vermijden van rechtszaken door familiale zaken te regelen via bemiddeling kan niet geraamd worden aangezien de FOD Justitie geen

⁸ De Bemiddelingsbarometer 2021 bevat geen slaagpercentage voor familiale zaken.



gegevens heeft over de reële kostprijs voor de Staat van een rechtszaak bij de familie- en jeugdrechtbank. Er kan echter redelijkerwijs worden verondersteld dat dit zou leiden tot een netto besparing voor de Staat.

Er kan overwogen worden om in het wetsvoorstel een bepaling op te nemen die het maximale aantal uren per bemiddeling bepaalt, om misbruik van de regeling tegen te gaan. Daarnaast kan er ook nagedacht worden over een controlemechanisme, zodat bemiddelingen in andere materies niet ten onrechte worden aangerekend aan de Staat.